

15 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Marseille, notamment sur sa politique méditerranéenne, le problème des minorités à Marseille, les PME, mercredi 15 avril 1981.

Salut Marseille, salut les Marseillaises et les Marseillais, et aussi tous ceux qui sont venus de Provence, des départements voisins, du Var, des Alpes-Maritimes, du Vaucluse, je suis heureux de venir ce soir participer avec vous à cette réunion, la plus importante qui ait eu lieu depuis le débat de la campagne présidentielle, et je vous remercie, monsieur Gaudin, de la manière dont vous venez de m'accueillir en tant qu'élu de Marseille.

- Marseillaises et Marseillais, vous voyez cette campagne `campagne électorale` qu'on offre à la France ... vous la voyez sur les écrans de la télévision, vous la voyez dans les déclarations des uns et des autres! Comment! Dans une période de crise économique mondiale, de graves tensions internationales, comment à un moment où la France, grâce à l'effort et au travail des Français apparaît comme l'un des partenaires majeurs du monde voilà ce que l'on propose aux Français: un pot-pourri de critiques faites pour diviser et pour détruire.
- Cette salle est trop petite pour laisser entrer toutes celles et tous ceux qui, à Marseille, voulaient participer à notre réunion et je souhaite que pour le prochain septennat, il y ait à Marseille une salle capable d'accueillir tous ceux qui veulent y soutenir les idées de liberté. Je suggère aussi à celles et à ceux qui sont debout de bien vouloir descendre pour pouvoir permettre au public d'apercevoir, comme il le souhaite, le candidat-citoyen qui est venu s'adresser à lui!
- Dans cette campagne, vous entendez s'exprimer les formes de la division, représentant les tendances les plus opposées de la vie politique, de la France la plus conservatrice à la gauche extrémiste £ avec ces forces de division, les vieux démons se sont réveillés £ les contradictions habituelles, les affrontements à l'intérieur des mêmes familles politiques, les rivalités de la politique française, retrouvent une nouvelle jeunesse, et les mêmes forces qui ont conduit au naufrage le vaisseau de la IVème République, et qui avait fait de la France l'homme malade de l'Europe, ces mêmes forces vous proposent de leur confier le sort du pays.
- Dans cette campagne, je souhaite que la France ne fasse pas demi tour et qu'elle ne reprenne pas le chemin funeste de ses erreurs du passé. Je souhaite, au contraire, qu'elle regarde l'avenir, son avenir, qu'elle regarde le progrès, son progrès, et qu'elle soit un de ces pays qui fassent avancer le progrès du monde.\

Pour m'atteindre dans cette campagne, pour m'atteindre et pour m'attaquer, moi qui suis depuis sept ans Président de la République, non pas par une décision personnelle, mais par la confiance que m'ont manifestée la majorité des Françaises et des Français, confiance que j'ai ressentie pendant tout ce septennat, parce que je vous demande d'y penser, quand on exerce une charge aussi lourde que celle qui a été la mienne, quand on a à faire face pendant quatre ans, ce qui a été mon cas, à la situation de faiblesse dans le monde des Etats-Unis d'Amérique, quand on a eu à faire face pendant sept ans à une situation de crise internationale, qu'est-ce qui vous soutient ?

- Eh bien, ce qui m'a soutenu pendant ces sept ans, c'est la confiance de la majorité des Françaises et des Français. Ce que j'ai ressenti comme me permettant de faire face à toutes les situations que traversait notre pays, et ce que je ressens ce soir en Provence, je l'ai ressenti à Manosque, à Aix-en-Provence et ce soir à Marseille. La confiance d'un grand peuple, la confiance d'un peuple réfléchi et fort, qui va. i'en suis sûr, conduire son destin vers le progrès et vers

L'espoir.

- Pour m'atteindre, mes concurrents croient nécessaire d'inventer et de vous décrire une France imaginaire, une France qui n'existe pas, une France abaissée, une France méprisée, une France qui n'aurait rien fait pendant sept ans, une France en décadence, et ils ne voient pas qu'en dénigrant la France, ils dénigrent les Français.
- C'est pourquoi je vous défends, et c'est pourquoi dans toute cette campagne je défendrai la France et les Français. Je défends le travail et l'effort accompli par les Françaises et les Français pendant sept ans. Je vous défends contre les fausses promesses, contre les illusions d'un soir, contre la démagogie dont vous auriez ensuite à payer vous-mêmes la facture écrasante pendant sept ans. On a fait les comptes devant vous : 160 milliards de francs pour un feu d'artifice électoral ... c'est bien cher pour les contribuables français et marseillais ! C'est pourquoi je défends votre travail, je vous défends contre la démagogie, contre les fausses promesses, les amateurs de démagogie n'ont pas besoin de venir dans cette salle, ils n'y trouveront rien. Par contre, j'ai dit et je répèterai inlassablement au-cours de ma campagne que la France est un grand pays dont je suis fier d'avoir été pendant sept ans le Président de la République.\ Je vous dis et je répèterai que la France est, avec les Etats-Unis d'Amérique, la première puissance occidentale pour l'industrie nucléaire, que la France est la première puissance d'Europe - on le sait à Marseille et à Marignane - pour l'industrie aéronautique, pour les hélicoptères et pour l'industrie spatiale. Qu'elle est la première puissance d'Europe pour l'industrie du verre et du ciment, qu'elle est la première puissance d'Europe pour l'agriculture et qu'elle est la troisième puissance militaire du monde.
- où est donc cette petite France, cette France qui n'aurait rien fait, cette France que les candidats à l'élection présidentielle pensant sans doute flatter les instincts de telle ou telle catégorie décrivent comme faible, comme hésitante, comme décadente ? La France est une grande puissance, c'est une puissance industrielle qui pendant ces sept ans, loin de décliner, s'est élevée dans l'échelle des nations.
- Quand j'étais, en votre nom, à la rencontre des plus grands dirigeants de ce monde, parce qu'après tout il y a dix candidats dans la campagne présidentielle, mais il n'y en a qu'un seul qui a rencontré tous les grands responsables du monde et qui leur a parlé au nom de la France! Eh bien, lorsque je leur parlais, j'étais fier de vous représenter, et j'espère que vous avez ressenti au travers des images que j'essayais de vous représenter comme vous souhaitez qu'on le fasse, c'est-à-dire comme un grand peuple, comme un peuple digne et libre qui doit tenir sa place dans le monde.
- La France est aussi un pays de justice et de liberté. Elle a progressé dans cette voie depuis 1974. La preuve c'est que certains qui n'admettent pas que la France soit un pays de liberté respectant les opinions individuelles de ses citoyens, me reprochent d'être un libéral inguérissable. Eh bien, j'ai la chance d'avoir comme Président de mon comité de soutien un éminent praticien médical de Marseille ... eh bien, je dis au professeur Gastaut : il y a une maladie dont il ne faut pas que vous essayez de me guérir, c'est mon attachement pour la liberté, car même vos soins n'y parviendraient pas.\

En même temps cette France qu'on vous décrit, qu'on vous décrie, elle a fait un effort de solidarité et de fraternité unique en temps de crise et vous le savez, j'ai toujours pensé que notre pays devait apparaître comme une société fraternelle, que notre pays ce n'était pas une réunion d'égoismes, ce n'était pas la -recherche de l'avantage individuel, que c'était une grande société fraternelle. Malgré la crise, bien que nos ressources aient été comptées, qu'elles aient été plus rares dans cette période, nous avons fait un effort sans précédent en faveur des catégories les plus défavorisées du pays et pour montrer que cet effort de solidarité, nous l'avons conduit ensemble, je vais vous demander d'applaudir, non pas le candidat, mais les catégories envers lesquelles nous avons fait cet effort de solidarité.

- D'abord, les personnes âgées qui ont fait la France, qui nous ont apporté, qui nous ont donné la France et qu'on avait laissées longtemps dans une situation de détresse et de soins indigne d'un grand pays civilisé, en sept ans, malgré la crise, vous savez que leurs conditions matérielles, mais

aussi que leurs conditions morales manifestées par leurs nombreuses associations, par leurs nombreuses initiatives, ont été profondément transformées et que nous poursuivrons, bien entendu cet effort.

- Autre catégorie : les handicapés. Nous avons fait adopter en 1975 avec mon ministre de la santé de l'époque, Mme Simone Veil, la législation la plus avancée en ce qui concerne, d'une part l'aide aux handicapés, mais, ce qui est presque plus important, leur place dans la société française et en particulier leur participation à la vie du travail ou à la vie tout court de la France.
- Les femmes seules, ces femmes seules, les veuves, les femmes seules chargées de famille, ces femmes qui n'avaient pas accès à la retraite avant un âge très élevé, jusqu'en 1974, et pour lesquelles nous avons prévu un certain nombre de prestations, un certain nombre de garanties ou d'assurances qui leur permettent désormais d'affronter dans de meilleures conditions les risques de la vie.
- Les familles, ces familles dont je vous rappelle que pendant la période d'abondance, c'est-à-dire les années avant mon septennat, le niveau de vie n'avait jamais progressé, il était resté au mieux égal, c'est dans la crise que nous avons fait progresser pour la première fois le revenu et le pouvoir d'achat des familles, et notamment de ces familles nombreuses, c'est-à-dire des familles de trois enfants et plus.\

Enfin, les travailleurs aux salaires les plus bas, ces travailleurs dont les salaires ont été revalorisés pendant toutes ces années plus que la moyenne des salaires, ces travailleurs qui étaient payés au SMIC et dont le nombre dans la proportion totale des travailleurs de France a diminué considérablement de 1974 à 1981, ces travailleurs d'ailleurs qui s'apprêtent à voter en grand nombre pour le Président de la République, ils ne le font pas à partir de modes, ils ne le font pas à partir de propositions de toutes sortes dont abonde le milieu politique à l'heure actuelle, il faut savoir que dans tous les travaux sérieux, il y a autant d'ouvriers en France qui se préparent à voter au premier tour pour moi qu'il y en aura qui voteront pour M. Marchais ou qu'il y en a qui voteront pour M. Mitterrand, et il y aura au second tour une proportion importante, dans la classe ouvrière et les travailleurs, y compris à Marseille, qui votera pour le candidat ancien Président de la République parce que nous avons commencé cette transformation de la société française vers une société plus fraternelle où les classes ne seront pas séparées par des frontières infranchissables, où il n'y aura pas de catégories tenues à l'écart des autres ou du progrès de la nation

- J'ai tenu à être le Président de tous les Français, je ne veux pas dire seulement de toutes les familles politiques, ce qui était une chose, je veux dire de toutes les catégories de Français sans considération de clientèle électorale ou politique.\

La France est estimée dans le monde pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle représente. Nous sommes désormais une grande puissance, une grande puissance militaire, navale et aérienne, la troisième du monde. Regardez bien ceux qui défilent devant vous et qui vous parlent des problèmes de la sécurité de la France dans le monde. N'oubliez jamais qu'en vingt ans, ils n'ont pas voté un centime de crédits militaires pour la sécurité de la France. Ne l'oubliez pas ! Voilà ce qu'est la France, un grand pays, un grand peuple qui a fait face à l'adversité des temps, que nul n'avait le pouvoir d'effacer, mais qui a en même temps conduit un effort de solidarité et un effort d'affirmation de sa puissance. La décrire autrement, c'est tromper les Français et c'est mépriser leurs efforts de sept ans !

- Je suis naturellement heureux que ces résultats se soient passés pendant ces sept ans, mais je ne veux pas m'en attribuer le mérite exclusif. Ce n'est pas moi qui ai construit les centrales nucléaires, ce n'est pas moi qui ai fabriqué l'Airbus `avion` ou Ariane `fusée`, ce sont nos ingénieurs, ce sont nos cadres, ce sont nos employés, ce sont nos ouvriers qui sont maintenant parmi les meilleurs du monde. La justice sociale, la paix, c'est vous, les Françaises et les Français qui les avez voulues. Je n'ai fait qu'obéir à un voeu que je ressentais, sincère et intense. Alors, je vous pose la question : pouquoi les autres candidats ne parlent-ils jamais des succès de la France ? Pourquoi les autres candidats ne parlent-ils jamais d'un seul succès de la France ? Les regrettent-ils ? Préfèreraient-ils une France malheureuse, si les malheurs de la France devaient

taciliter leur accession au pouvoir ?\

C'est pourquoi je suis venu vous dire ce soir à Marseille, où je reviendrai, je suis celui qui veut construire et non pas celui qui veut détruire! Je suis le seul à apporter l'espoir, je veux dire l'espoir raisonnable, celui qu'on a le droit d'avoir parce qu'il procède d'une démarche de la raison et de la conviction, et non des chimères, l'espoir fondé sur les réalités, l'espoir à partir de ce que les Françaises et les Français ont fait depuis sept ans et que tous, dans le monde, moins neuf, reconnaissent aujourd'hui.

- C'est celui qui a construit les fondations qui est le plus qualifié pour achever la maison. Vous entendez, dans cette campagne, un des arguments les plus faux, les plus creux que l'on puisse proposer à un auditoire démocratique, qui est de dire : ce que vous voulez faire, pourquoi ne l'avez-vous pas commencé avant ? Pourquoi voulez-vous le faire maintenant ?
- Eh bien, les Français qui ont vu construire depuis longtemps, depuis 2000 ans, les maisons de leur pays savent que lorsque l'on veut construire, on commence par les fondations. Ce que j'ai fait dans mon septennat, c'est de faire les fondations de la grandeur et du progrès de la France. Ce que je vous propose maintenant, c'est de construire les étages. Et méfiez-vous de ceux qui vous diront : nous voulons, nous, construire les étages, mais dans l'intervalle, nous ruinerons les fondations !
- L'espoir que je propose, c'est de porter systématiquement la France, d'ici à 1988, dans le peloton des 3 pays les plus avancés du monde : Etats-Unis, Japon et France, pour que l'on sache et pour que l'on reconnaisse partout dans le monde, dans les conversations, dans la presse, dans les publications, en 1988, que le travail et que le savoir d'un Français valent ceux d'un Américain ou d'un Japonais. Pourquoi pas ?
- Je puis vous le dire parce qu'il y a des domaines où nous l'avons fait. Nous avons fait de la France la 3ème puissance militaire du monde. Nous l'avons fait tout seuls ! Nous avons conduit, en France, le premier programme électronucléaire qu'on vous propose d'arrêter, pour nos doter de l'indépendance énergétique et pour que nous ne soyons pas indéfiniment sous la dépendance humiliante des autres. Puisque nous l'avons fait dans le domaine militaire, puisque nous l'avons fait dans le domaine nucléaire, pourquoi ne pourrions-nous pas le faire dans les autres domaines ? Pourquoi la France n'aurait-elle pas la capacité dans sa jeunesse, dans ses travailleurs, de devenir l'égal des pays les plus avancés ? Je souhaite donc que dans le compte rendu que je vous ferai de mon septennat nouveau, chacun puisse constater que dans le monde, la qualité et la capactié des Françaises et des Français seront reconnues à l'égal de celles des Américains et des Japonais.
- Voilà mon espoir pour la France! Rien de petit, rien de médiocre, pas de querelles, un espoir pour un grand peuple de devenir l'égal des plus grands. Nous allons y réussir. Mardi soir, à la télévision, je vous donnerai toutes les raisons de cet espoir.\
- Je vous rappellerai ce que sont les fondations de la maison. Je les décris en quelques mots :
- Notre programme électro-nucléaire, en 1990 : la moitié de notre énergie sera une énergie nationale £ ce sera une énergie à bon marché, moitié moins chère que celle de nos voisins. Donc, les travailleurs de toutes conditions, les commerçants, les artisans auront à leur disposition une électricité qui sera moitié moins chère que celle de nos concurrents.
- En ce qui concerne l'emploi, j'ai proposé, vous le savez, un projet détaillé, indiquant par catégories le nombre d'emplois que nous pouvions créer : 100000 ici, 250000 là, 100000 ailleurs, jusqu'à un total de 1 million d'ici à 1985, de façon que toute cette jeunesse française, sur laquelle je compte, soit associée, d'ailleurs, j'ai été le premier à ne pas avoir peur de la jeunesse car j'ai été le premier à lui donner le droit de vote à partir de 18 ans, c'est-à-dire à partir du moment où elle a la pleine connaissance des problèmes de la vie. Je peux vous dire qu'il y a beaucoup d'hommes politiques, beaucoup, qui sont venus me dire, dans ces confidences que j'ai recueillies pendant sept ans et que j'ai la décence de ne pas publier : vous avez tort, parce que la jeunesse ne votera pas pour vous, parce que la jeunesse ne votera pas pour nous, et je leur ai toujours répondu : cela m'est égal, le problème pour moi, c'est que la jeunesse de France se sente associée à la conduite de l'avenir de notre pays, et pourquoi ne pas lui faire confiance ?\

.

Enfin, s'agissant de l'équipement, pensez-vous que l'Allemagne fédérale, vis-à-vis de laquelle les Françaises et les Français avaient, au-cours des dernières années, un certain complexe d'infériorité, parce qu'ils considéraient que l'Allemagne était plus puissante, plus organisée, plus efficace que nous, pensez-vous que l'Allemagne fédérale aurait accepté de s'associer avec nous, moitié moitié, pour lancer ce qui ne s'est jamais vu, un grand emprunt commun pour équiper nos entreprises, grandes, petites et moyennes si elle ne voyait pas dans la France un partenaire solide et un partenaire égal ?

- Cette entente franco allemande, qui avait été le rêve du Général de Gaulle qui en avaient posé les fondations, avec le chancelier Adenauer, et qui n'avaient pu progresser suffisamment ensuite à cause de l'inégalité de puissance entre une Allemagne trop forte et une France encore trop faible, je l'ai réalisée grâce à une action de sept ans, avec mon ami le chancelier Helmut Schmidt, et nous avons ainsi fait disparaître le contentieux franco allemand qui avait ensanglanté notre terre et qui avait décimé 3 générations successives de Français. Nous avons réuni nos forces pour le progrès et pour la paix. Voilà ce que nous avons déjà fait et à partir de quoi nous allons pouvoir conduire l'espoir pour la France !\
- Je vais maintenant vous parler de Marseille et de la Provence. Puis je vous parlerai d'un problème dont j'ai annoncé que je le traiterai ici : celui des petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, de ce que nous pouvons faire avec elles et pour elles. Enfin, je reviendrai à l'enjeu national. Long discours, mais Marseille vaut bien un long discours!
- Avec Marseille, voici la 20ème étape de mon tour de France, un tour de France qui me permet de dresser, en quelque sorte, l'-état des lieux et de mesurer, ville après ville, le travail qui a été accompli en sept ans. Que mes concurrents relisent donc leurs propres discours d'il y a dix ou quinze ans, et parfois même, pour certains d'entre eux, il faut le reconnaître, d'il y a vingt ou trente ans. Sur quoi portaient alors les batailles électorales ? Souvenez-vous : elles portaient sur le logement, elles portaient sur le réseau autoroutier inexistant. Elles portaient sur le téléphone, quand il fallait appeler New York en espérant avoir Asnières ! Elles portaient sur l'équipement sportif le plus médiocre d'Europe, elles portaient sur les inégalités de revenus, sur la pollution industrielle, celle de l'Etang de Berre, sur la première cause de mortalité : les accidents de la route. Souvenez-vous, c'étaient les grands problèmes de la France il y a encore sept ans. Qui en parle aujourd'hui ?
- Aujourd'hui, toute la France est reliée au téléphone automatique sans aucune exception. Nous avons installé en sept ans plus de 10 millions de lignes téléphoniques, alors qu'on en avait installé, depuis l'invention du téléphone jusqu'en 1974, 6 millions en France. D'ailleurs, il suffit de faire une chose très simple, je le dis aux élus, pour s'en rendre compte : vous avez tous, parce qu'on garde toujours, je ne sais pas pourquoi, les vieux annuaires téléphoniques ♀ eh bien, comparez l'annuaire téléphonique des Bouches-du-Rhône de 1973 à celui de 1981 ♀ vous verrez la différence !
- La longueur de notre réseau autoroutier a doublé, et 1981 est une date importante puisque nous allons dépasser cette année le réseau italien d'autoroutes, et nous allons avoir, désormais, le 2ème réseau autoroutier d'Europe, avant d'avoir, au terme de notre programme, le 1er rang en Europe.
- Le logement : le logement des grands ensembles inhumains, secrétant la solitude, la violence, le déracinement des jeunes, vous savez que nous avons lutté contre, et vous savez qu'à l'heure actuelle, sur 3 logements construits en France, il y a désormais 2 logements individuels. Or, lorsque j'ai été élu, sur 3 logements construits en France, il y avait 2 logement collectifs.
- En ce qui concerne l'équipement hospitalier, le nombre des médecins hospitaliers a augmenté de moitié en sept ans. On nous a reproché la création d'un certain nombre de postes de fonctionnaires. Il faut savoir que les postes les plus nombreux ont été créés pour le personnel hospitalier parce que nous avions le devoir d'améliorer l'encadrement de nos malades, dans nos hôpitaux.
- Les eaux de l'Etang de Berre, qui étaient les plus polluées de France, sont en-train de retrouver leur propreté d'autrefois.

- Voilà quels étaient les sujets dont on discutait. Voilà ce qui a été accompli pendant sept ans et j'ajoute que la France a augmenté les dépenses consacrées à la recherche scientifique, je le dis dans cette grande ville intellectuelle et universitaire qu'est Marseille, comme on ne l'avait jamais fait auparavant. Et nous poursuivrons cet effort. Quel peuple peut s'ennorgueillir d'un tel effort, sur une aussi courte période et dans des temps aussi difficiles ? Quel gouvernement, aux temps heureux de la croissance sans nuages, a pu conduire de tels changements ?\

Avant de verser des larmes hypocrites sur la situation de la France, le choeur des neuf pleureuses aurait pu prendre la précaution de mieux juger les Français et de rendre hommage à leur travail ! La vérité c'est qu'ils doutent de la France tandis que moi, je n'en doute pas ! La France a travaillé, elle a fait face, elle n'a jamais douté de sa capacité et de son avenir. Le passé de Marseille, c'était la Méditerranée. L'avenir de Marseille, ce sera la Méditerranée.

- Jusqu'en 1974, la politique européenne privilégiait les intérêts de l'Europe du Nord-Est. Ce déséquilibre était contraire aux intérêts de la France et de l'Europe parce que le centre de gravité de l'Europe se situait quelque part au bord de la Méditerranée. C'est pourquoi j'ai entrepris de corriger ce déséquilibre. Je vous rappelle que c'est à l'initiative de la France que tous les pays riverains de la Méditerranée se rencontrent chaque année pour coordonner leur politique de protection du littoral et des eaux de cette mer, la plus menacée du monde. Et, pour ce travail, seul exemple, Israel et les Pays arabes siègent côte-à-côte avec nous!
- C'est à l'initiative de la France que la viticulture, et je pense à la viticulture des Bouches-du-Rhône et aussi du Var, a reçu une première organisation de marchés comparable à celle des autres grandes productions agricoles, et vous avez sûrement noté que dans le dernier accord européen `CEE`, du début du mois, il avait été prévu un effort particulier en faveur des fruits et des légumes.\

C'est à l'initiative de la France que nos partenaires ont accepté de nouer des liens économiques avec les pays africains et ce sont les accords de Lomé que tout le tiers monde cite en exemple.

- C'est enfin à l'initiative de la France, c'est à mon initiative, qu'a commencé à se nouer le trilogue entre l'Europe, les pays Arabes et l'Afrique, trilogue au centre duquel Marseille et sa région se trouvent naturellement placées.
- La France a aujourd'hui une grande politique méditerranéenne et africaine et, cette politique africaine, j'entends la poursuivre. C'est une politique qui a évité à l'Afrique la déstabilisaton politique, aux portes de l'Europe et c'est une politique qui nous a permis, vous le savez, de garder avec les pays africains amis des relations confiantes, des relations constantes qui font que nombreux sont les Françaises et les Français qui continuent de vivre dans ces Etats d'Afrique noire. Ainsi, nous gardons avec le continent voisin des relations étroites qui lui assurent à la fois la sécurité, lorsque c'est nécessaire, et en même temps les chances de son développement.
- Alors, à Marseille, grande ville tournée vers l'Afrique, j'indique que, si je suis élu pour un nouveau septennat, je continuerai la politique africaine de la France. J'ai noté d'ailleurs qu'aucun des candidats n'en avait parlé nulle part, alors que c'est une des grandes dimensions de l'action internationale de notre pays.\

Pour cette politique méditerranéenne - je ne peux malheureusement pas me tourner vers les élus, parce que le micro est ainsi fait que lorsque je me tourne, vous ne m'entendez plus, mais de temps en temps je voudrais voir un peu leurs réactions, et notamment noter ici l'approbation qui certainement doit être la leur ... alors, je la devine derrière moi - je voulais vous dire que, contrairement à ce qu'on vous raconte, nulle part ailleurs qu'en Provence des travaux aussi importants n'ont été engagés en-matière d'équipements de communications :

- - agrandissement du port et de l'aéroport de Marseille, ainsi que du port et de l'aéroport de Nice.
- - Doublement du port de commerce de Toulon.
- - Prolongation de l'autoroute de l'Estérel jusqu'à l'Italie, malgré la difficulté du terrain.
- - Pour la première fois dans leur histoire leur longue histoire, si je pense au passé phocéen de Marseille Marseille et Lyon sont reliées depuis l'an dernier par une voie fluviale qui est entièrement à grand gabarit.

- Toute la côte provençale et azuréenne se prépare aux grands échanges méditerranéens de l'an 2000. L'Etat continuera, bien entendu, d'apporter sa contribution pour ces grands équipements de communications, mais je proposerai aussi, d'accord avec vos élus, que nous fassions un effort exceptionnel pour rattraper le retard que connaît votre région dans deux domaines :
- - le premier concerne les équipements scolaires, insuffisants en Provence-Côte d'Azur. Le prochain gouvernement proposera à la région un programme exceptionnel de construction et de reconstruction d'établissements scolaires.
- - Le deuxième retard anormal concerne l'épuration des eaux. Les travaux nécessaires dépassent, c'est un fait, les moyens des collectivités locales. Les aides de l'Etat permettront aux grandes villes méditerranéennes de réaliser leur programme d'assainissement avant la fin du prochain septennat. Ces travaux sans précédent dans l'histoire de votre région soutiennent et soutiendront la vitalité de l'économie régionale.\

A longueur d'année, on essaye de vous décourager en vous rappelant que le taux de chômage régional est supérieur à la moyenne nationale. Mais nous savons, hélàs, que ce phénomène n'est pas nouveau et qu'il ne s'explique pas seulement par des raisons économiques. Ce que l'opposition ne vous dit pas, c'est que Marseille, La Ciotat et Toulon bénéficient du régime d'aide à l'investissement le plus favorable, et Marseille est ainsi devenue la capitale de l'industrie sousmarine et celle de l'industrie solaire. En deux ans, la région a été dotée de technologies nouvelles, comme les composants électroniques et la mécanique de précision. Ce que l'opposition ne vous dit pas, c'est que la région Provence-Côte d'Azur est la région française où le taux de création d'emplois a été le plus élevé. Elle compte, en 1981, 60000 emplois de plus qu'en 1973. Ce que l'opposition ne vous dit pas non plus, c'est que la faillite de certaines des entreprises françaises les plus dynamiques de Provence - et je pense en particulier à une entreprise qui avait la meilleure technique mondiale dans sa spécialité, à la faillite de laquelle nous avons assisté - a été due au niveau de la taxe professionnelle imposée par la municipalité communiste d'Arles!

- Voilà ce qu'on ne vous dit pas quand on vous parle du développement économique et de la création d'emplois dans la région Provence-Côte d'Azur. C'est pourquoi nous ne laisserons pas l'industrie française, grande et petite, être démolie par l'incompétence de ceux qui jouent la politique du pire !\

Marseille... Marseille, deuxième ville de France... Marseille, que je connais pour l'avoir visitée jadis, et même pour y avoir pendant quelques semaines travaillé jadis. Marseille, trop absente de notre vie nationale! Est-ce qu'il n'y a pas, ici, à Marseille, des ressources en hommes, en femmes, en responsables, que nous pourrions voir participer plus largement à la vie de notre pays? J'aurais souhaité pendant mon septennat qu'il y eut des Marseillaises et des Marseillais qui participent à l'action de redressement et de développement de notre économie. Marseille absente... Je souhaite que, dans le renouveau qui s'amorce chez vous, renouveau perceptible à chaque élection dans le département des Bouches-du-Rhône et en Provence, il se prépare une relève. Je souhaite que Marseille et les Marseillais apportent des hommes et des femmes qui contribuent à l'oeuvre du renouveau.

- A cet égard, je vous indique, comme je l'avais fait dans une seule réunion, en 1974 c'était l'Alsace que j'ai l'intention, dans un des premiers gouvernements du septennat nouveau, de voir y figurer un représentant de Marseille. J'espère seulement que vous me donnerez l'embarras du choix !
- Je remercie le professeur Gastaut de ce qu'il a dit tout à l'heure. Dans ces campagnes, dans cette action où il y a beaucoup de gens qui feignent de ne pas vous comprendre, c'est une grande satisfaction de découvrir des hommes et des femmes qui savent vous comprendre. J'ai vu, dans ce que vous avez dit tout à l'heure, dans les quelques mots écrits de votre main, que vous aviez compris ce que je voulais faire pour la France, quel était mon objectif, et que c'était le motif de votre soutien, dont je vous remercie.\

Il y a, à Marseille, de grandes communautés. Il y a, bien entendu, la communauté traditionnelle des Marseillaises et des Marseillais. Il y a aussi de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord. Il y a aussi de nombreux Français musulmans. Je voudrais les saluer, comme je salue à cette tribune l'un d'entre eux que i'ai connu comme vice-président de l'Assemblée nationale. L'ai indiqué dans

i on a citale cox, que j ai conno comine vice president de r*r*issemblee nationale. V ai maique dans

d'autres lieux - c'était à Montpellier, c'était tout à l'heure à Aix-en-Provence - ce que sera mon programme d'action en faveur de nos compatriotes d'Afrique du Nord, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et du Sahara, dans le nouveau septennat. Vous aurez l'occasion de le lire dans la presse ou dans les journaux spécialisés. Mais je voudrais, à vous qui avez beaucoup souffert, parce que vous avez sans doute souffert de ce qu'il y a de pire dans la vie, qui est le déracinement, vous dire quelques mots venus du coeur, et destinés au vôtre.

- Je suis scandalisé de voir la manière dont certains hommes politiques traitent les rapatriés aucours des campagnes électorales. Je peux vous dire que pendant sept ans, lorsque j'ai pris des initiatives en faveur de ces rapatriés, personne n'est venu me soutenir! Lorsque j'ai rendu un hommage solennel aux Français d'Afrique du Nord, à un moment où il n'y avait pas d'élection c'était l'automne 1978 personne ne s'est dérangé pour s'y associer! Je tiens à vous dire combien j'ai été scandalisé, l'année dernière, par les réactions qui ont eu lieu dans une grande ville du Var à propos de l'inauguration d'un monument du souvenir! Et je peux vous dire aussi combien je trouve indigne et là, c'est le Président de la République qui parle que certaines municipalités de la région aient cru devoir baptiser le nom de leurs rues, en insulte à nos frères rapatriés, en leur donnant la date des accords d'Evian! Alors, un peu de dignité.
- Je vous rappelle quelques faits simples. La loi d'amnistie, c'est moi qui l'ai fait voter en 1974. Elle était peut-être incomplète. J'ai toujours demandé que chaque cas particulier soit examiné et trouve sa solution. Les hommes et les femmes qui ont été associés aux événements et aux malheurs de la France en Afrique du Nord, je les ai reçu personnellement, à l'Elysée. Personne ne les avait reçus auparavant.
- La loi d'indemnisation a été votée en janvier 1978, dans la deuxième moitié de mon septennat. Elle a permis de verser, à l'heure actuelle, 11 milliards de francs à nos compatriotes rapatriés. D'ici la fin de l'année, tous les dossiers auront été examinés et nous pourrons alors continuer l'effort, c'est-à-dire régler ceux des problèmes qui n'auront pas été réglés de façon satisfaisante par ce premier effort national d'indemnisation.
- J'ai proposé aussi la création d'un Conseil supérieur des rapatriés, pour qu'ils n'aient pas le sentiment de s'exprimer dans le vide ou d'être parfois, hélàs - hélàs ! - livrés à la surenchère de telle ou telle tendance, mais qu'ils s'expriment au contraire à partir de leur dignité d'hommes et de femmes françaises, afin que leurs problèmes ultimes puissent être pris en considération.\ Enfin, j'ai apporté, vous le savez, la solution qui a trait aux problèmes de nos frères, les Français musulmans. Je dirai que, s'il y avait une fatalité historique en ce qui concerne l'Afrique du Nord, il n'y avait aucune fatalité dans la manière dont ont été traités, à leur retour, les musulmans d'Afrique du Nord qui avaient combattu pour nous et avec nous. Je les ai trouvés dans des camps, dans des centres où aucun Français, aucune Française n'aurait accepté d'habiter! Grâce à l'effort entrepris, grâce d'ailleurs à l'aide de beaucoup de municipalités, notamment de municipalités de Provence, on a pu faire disparaître ces hameaux, on a pu enfin évacuer ces camps £ ils le seront tous d'ici la fin de l'année. On a pu traiter le problème de l'éducation de ces jeunes musulmans, qui ne doivent pas porter leur vie durant les difficultés qui sont dues au fait que leurs parents ont accepté, avec courage et fidélité, de servir la France. Je poursuivrai cet effort en faveur de nos frères musulmans. Il y a aussi d'autres grandes communautés en Provence. Je les mentionne pour qu'elles sachent que je connais leur activité dans votre ville, dans votre région. Il y a ici une ancienne communauté juive, qui a vécu d'ailleurs dans le Comtat Venaissin et à Marseille, depuis longtemps, qui s'est étoffée de l'arrivée de certains de ses frères d'Afrique du Nord. Cette communauté fait partie de notre communauté nationale. J'ai veillé, pendant toute la durée du septennat, à ce qu'il n'y ait jamais aucune discrimination entre les Françaises et les Français du fait de leur origine ou du fait de leur religion. Je pense aussi à la communauté arménienne de Marseille que j'avais rencontrée autrefois et qui a apporté, après les malheurs de son histoire, sa vitalité et sa capacité à notre pays.\

Marseille, grande ville commerçante et marchande... Je voudrais maintenant vous parler des problèmes des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat. Toute mon action, secondé d'ailleurs, dans la période récente, par l'un des vôtres, puisque c'était le maire

de Carpentras - qui avait la charge de votre problème - toute mon action a été inspirée par la volonté de susciter dans la vie économique française plus de créativité, plus d'initiative, plus de responsabilité. Ce n'est pas un hasard si la France est le pays occidental qui a connu la plus forte croissance : 21 % en sept ans, contre 17 % en Allemagne `RFA`, 15 % aux Etats-Unis, 5 % en Angleterre. Ce n'est pas un hasard, c'est parce que nous avons engagé une action de libération de l'économie française, pour la libérer peu à peu des entraves de toutes sortes qui gênaient son développement.

- Nos entreprises ont retrouvé sous mon septennat une liberté qu'elles avaient perdue depuis 1939, qui était la liberté des prix. Je l'ai dit : la liberté des prix est en France un acquis définitif sur lequel nous ne reviendrons pas, comme elle est d'ailleurs un acquis définitif dans tous les grands pays développés, aux Etats-Unis d'Amérique et en Allemagne fédérale.
- Par contre, méfiez-vous, si un jour on devait, comme on le propose, augmenter la taxe à la valeur ajoutée `TVA`, et donc augmenter le niveau des prix en France, il se déclencherait un puissant mouvement pour contrôler les effets de cette hausse et pour tenter à nouveau d'agir par le blocage des prix.
- Il convient, dans ce domaine, d'adapter le droit aux réalités. Les textes qui définissent le régime des prix en France datent de 1945. Ce sont des ordonnances qui ont été prises dans la période tout à fait différente de la Libération et elles devront être modifiées pour tenir compte de la suppression définitive du contrôle des prix.\

Je propose maintenant, pour le septennat nouveau, d'achever de libérer l'entreprise et, surtout, la petite et la moyenne entreprise, car si on ne leur donne pas une liberté suffisante, elles périront sous la concurrence des autres formes d'activité et je pense, en particulier, au travail "noir". C'est pourquoi je propose de mener les actions prioritaires suivantes, qui ont été établies en concertation étroite avec les ministres responsables et avec les professionnels :

- - Débarrasser les entreprises de la paperasse et des formulaires.
- - Organiser l'accès le plus large au crédit.
- - Alléger les charges des entreprises nouvelles.
- - Simplifier radicalement les procédures d'aide de l'Etat.
- Quelques mots sur chacun de ces points, un peu techniques, mais qui intéressent sûrement beaucoup d'entre vous. Débarrasser les entreprises des papiers et des formulaires... Travail gigantesque ! Je prends les ministres à témoin que je n'ai pas cessé, au-cours des délibérations du gouvernement, de leur demander de ne jamais créer une nouvelle procédure sans avoir, auparavant, évalué le coût et la charge pour l'entreprise. J'ai demandé que l'on rassemble, regroupe les formalités de toutes -natures, statistiques de contrôle ou de déclaration qui s'imposent aux entreprises. On a fait quelques progrès : un progrès a été l'-institution auprès des chambres de commerce d'un interlocuteur unique auprès duquel on peut effectuer toutes les déclarations de création d'une entreprise. Je proposerai ce n'est pas une mesure improvisée, c'est le résultat d'une longue réflexion qu'à partir du 1er janvier 1984, les entreprises, petites et moyennes, remettent à un interlocuteur administratif unique, une fois par ans, un seul document dans lequel seront consignées toutes les informations essentielles sur l'entreprise, et ce seul document sera valable pour toutes les administrations.\

Il faut ensuite organiser l'accès le plus large au crédit, notamment d'équipement, pour les entreprises, petites et moyennes. Question technique aussi, mais nous avons créé le Crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises, qui va attribuer une part importante du produit de l'emprunt franco - allemand.

- En même, pour beaucoup des petites et moyennes entreprises, les difficultés de financement tiennent à la faiblesse de leurs fonds propres et à l'impossibilité d'offrir des garanties suffisantes. Je propose que la procédure des prêts participatifs, assimilables à des fonds propres, soit élargie à toutes les petites entreprises en croissance, et qu'elle soit décentralisée, c'est-à-dire gérée sur le -plan local, enfin qu'aucune sûreté ne soit demandée pour ces prêts ni à l'entreprise ni au chef d'entreprise.
- Enfin, il faut alléger les charges pesant sur les entreprises nouvelles, celles que vous voulez créer

ou que vous venez de créer et qui manifestent la vitalité de notre économie. Je proposerai donc que le gouvernement suggère au Parlement que les petites entreprises nouvelles ayant des activités de fabrication, qu'elles soient artisanales ou industrielles, soient exonérées pendant trois ans de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la taxe professionnelle prélevée, ainsi que de certaines charges sociales. Je proposerai qu'au-delà des trois ans d'exonération permettant le démarrage de l'entreprise, les impositions soient atténuées pendant les deux années suivantes, les entreprises étant imposées à hauteur du tiers, la 4ème année, des deux tiers la 5ème année, et au taux normal pour les années suivantes. Ainsi aiderons-nous puissamment à la création d'entreprises nouvelles en France et donc au développement de notre économie et de notre emploi. Bien entendu, tout ceci est très loin, très loin des promesses démagogiques qui ont été faites ailleurs, mais j'entends que toutes les promesses de ma campagne électorale soient finançables à l'intérieur de nos équilibres budgétaires et je donnerai bien entendu le détail de ce que ceci représente. Cela a été établi, naturellement, après une évaluation attentive et vous verrez que c'est compatible avec le maintien de nos finances publiques.

- Il faut enfin revoir toutes les procédures d'aide de l'Etat, elles sont trop nombreuses, trop compliquées, il faut les regrouper par ministère, en quelques actions simples, de façon que chacun sache où s'adresser et sache à l'avance ce qu'il a une chance d'obtenir. Voilà ce que je souhaite faire avec vous pendant le septennat nouveau pour les entreprises que l'on va créer et qui vont assurer le progrès de la France et la création des emplois. Pour résumer ces objectifs en deux mots, qui est une expression de notre langage familier cela veut dire simplifier et alléger.\
 Après la campagne `campagne électorale`, après Marseille et la Provence, après la vie des entreprises petites et moyennes, la France. C'est une campagne nationale, c'est une campagne qui va engager le sort de notre pays pour un chapître de son histoire, ce n'est pas le choix particulier d'un individu, c'est en réalité de la marche d'un peuple qui conduit son destin, et vous devez savoir à l'avance vers quel destin vous souhaitez aller.
- Vous savez ce que je vous propose. Je vous propose le maintien de la liberté. Je vous propose la lutte pour la paix, afin que la France reste un des grands pays pacifiques du monde. Je serai dans ce nouveau septennat l'interlocuteur des plus grands pour leur apporter le message de raison et de paix de la France. Je ne veux pas que l'humanité, à partir de ses armements accumulés, à partir de ces tensions qui subsistent ou qui renaissent se lance, les yeux bandés, dans une nouvelle aventure (...). Vous savez qu'on m'a reproché d'avoir maintenu, en 1980, le dialogue pour la paix. Je sais que mon action est imparfaite. Je le sais, parce que je ressens comme tout être humain qu'il y a des choses que j'aurais aimé mieux faire et qu'il y a des choses que j'aimerais mieux faire.
- Mais il y a des reproches que j'ai ressentis, si je puis dire, en sens inverse, c'est-à-dire que les reproches se sont retournés vers leurs auteurs. J'ai eu la fierté de lutter pour la paix. Quand je suis allé mettre en garde un des plus grands dirigeants du monde `rencontre avec L. Brejnev à Varsovie` sur les conséquences possibles de telle ou telle action, j'avais le sentiment de rendre service, non seulement à mon pays, mais même si le mot n'est pas tro prétentieux à l'humanité tout entière. Et quand j'ai entendu présenter cette action sur les écrans de la télévision avec un vocabulaire sarcastique, des plaisanteries de cabaret, je me suis dit que tout ceci n'était pas digne des hommes d'Etat qui prétendent gouverner la France !\

La liberté, la paix, l'espoir. L'espoir, je vous l'ai décrit tout à l'heure £ j'ai attendu pour le proposer que la campagne soit suffisamment avancée, parce que je voulais que les Françaises et les Français soient eux-mêmes attentifs et qu'ils n'aient pas l'impression que cet espoir c'était une invention électorale £ j'ai voulu leur montrer comment, progressivement, la démarche de notre pays, le progrès de notre pays, pouvait nous conduire à l'espoir. C'est cet espoir que je vais maintenant vous décrire pendant les derniers jours de ma campagne. L'espoir et l'unité.

- Chacun aspire, d'une manière ou d'une autre, à l'unité. Nous sommes, dit-on, un vieux peuple querelleur, nous sommes, dit-on, un vieux peuple divisé. Et pourtant, dans cette campagne, où je parle pour la France, je sens une aspiration confuse, une aspiration peut-être timide, parce que ce n'est pas celle qu'expriment les dirigeants, mais une aspiration profonde et populaire à davantage.

d'unité pour la France. La France ne peut pas vivre en campagne électorale permanente. La France ne peut pas s'offrir le spectacle permanent de la dispute ou de la division de ses dirigeants. La France a le droit de choisir et pour choisir chacun peut proposer ses perspectives pour la France. Mais au soir du scrutin, j'appellerai à l'unité de la France, parce que je crois que le travail à accomplir, c'est un travail qui a besoin de la contribution et de l'effort d'un très grand nombre de Françaises et de Français.

- Je peux vous dire qu'une des choses dont j'ai souffert pendant mon septennat et que je ne souhaite à aucun de mes successeurs, c'est d'avoir été le Président de la République d'un pays divisé. J'aurais souhaité que dans l'exercice de ma fonction où je n'ai mis en cause personne, où je n'ai attaqué personne, où je n'ai servi aucune classe sociale, où je n'ai donné aucun avantage à un groupe pour des raisons électorales particulières, j'aurais souhaité que le Président de la République soit traité comme le Président d'un grand pays uni et, par exemple, qu'il puisse venir à ce -titre en visite officielle à Marseille, deuxième ville de France. Ceci je le ferai grâce à vous et avec vous si vous m'accordez votre confiance pour un septennat nouveau.
- Vous allez entendre "l'analyse savante" ... parce que je ne suis pas sûr qu'elle soit aussi savante que cela, d'un certain nombre de spécialistes de la politique qui vont vous dire : tout cela, ce n'est pas vrai, au lendemain des élections, il y aura les mêmes divisions il y aura les mêmes difficultés. Ne le croyez pas. Vous avez assisté à un événement récent dans une grande démocratie, l'élection du Président des Etats-Unis d'Amérique `Ronald Reagan`. Vous avez bien vu qu'au lendemain de l'élection, où il a obtenu seulement 51 % des voix et c'est moi le candidat qui vous parle et qui dit seulement 51 % des voix il y a eu un élan de la politique qu'il a pu imprimer. Eh bien, en France se sera pareil. Si le Président de la République que j'ai été se voit confier un nouveau mandat par le peuple français, par la majorité des Françaises et des Français, il pourra imprimer un élan nouveau à la politique française à partir du 10 mai, j'en suis sûr et vous le constaterez. Ce ne sera pas un élan partisan, ce sera un élan pour l'unité, pour l'ardeur et l'espoir de la France, et j'appellerai à travailler à cet effort toutes celles et tous ceux qui ont une bonne volonté pour le faire et qui voudront échapper individuellement aux divisions traditionnelles de la France.\

Voilà ce que nous allons préparer ensemble. Moi en poursuivant ma campagne `campagne électorale`, vous en continuant la vôtre. Vous êtes venus de différentes villes de Provence, vous êtes venus de différents quartiers de Marseille, vous avez des activités professionnelles, sociales, différentes les uns des autres, il faut travailler à cette campagne, il ne faut pas y travailler pour moi, je ne vous demande rien pour servir ma cause, il faut y travailler pour le succès de la France le 26 avril et le 10 mai. La France ne doit pas être un pays à l'abandon, la France ne doit pas être un pays qui retourne à son mauvais passé. Elle doit être un des grands pays du monde qui conduisent, qui poursuivent et qui accentuent leur progrès. Pour cela, j'ai besoin de l'action, du soutien, de l'effort de chacune et de chacun d'entre vous.

- Mesdames et messieurs, cette élection, c'est la vôtre autant que la mienne. C'est votre sort autant que le mien. Et il y aura grâce à ce que j'appelais l'autre jour à la télévision l'honneur et la grandeur de la République, le matin du 10 mai une situation particulière, c'est que j'irai voter dans la mairie de Chanonnat, Puy-de-Dôme, où j'ai toujours voté depuis que j'ai l'âge électoral, c'est-à-dire, en mon temps, 21 ans, et chacune et chacun d'entre vous ira dans son bureau de vote ... nos bulletins pèseront d'un même poids. Moi qui ai tenu, supporté, pendant sept ans, les responsabilités de la France, je n'aurai pas un mot à dire de plus que chacune ou chacun d'entre vous dans ce choix national. Donc, cette campagne, c'est la vôtre.
- Je vous demande de la conduire autour de vous pour faire triompher le grand courant national qui portera la France vers la liberté, vers la justice, vers la paix, vers l'espoir et vers l'unité. Vive Marseille! Je compte sur vous! Vive la France!\